

CONDITIONS DE CE JOURNAL.

LE CANADIEN se publie trois fois par semaine, le LUNDI, le MERCREDI et le VENDREDI dans l'après-midi. Le prix de l'abonnement est de quatre piastres par année, outre les frais de poste. Ceux qui veulent discontinuer, sont obligés d'en donner avis un mois avant l'expiration du terme de l'abonnement, qui est de six mois, et payer leurs arriérés, autrement ils seront censés continuer un autre semestre. Les lettres, paquets argent, correspondances, &c. doivent être adressés francs de port, à l'imprimerie, au Bureau du Journal, N. 6, Rue Lamontagne, Basse-Ville.

MELANGES.

LES FEMMES AUX ETATS-UNIS.

Chez presque toutes les nations protestantes, les jeunes filles sont infiniment plus maîtresses de leurs actions que chez les peuples catholiques.

Aux Etats-Unis, les doctrines du protestantisme viennent se combiner avec une constitution très libre et un état social très-démocratique; et nulle part la jeune fille n'est plus promptement ni plus complètement livrée à elle-même.

Long-temps avant que la jeune Américaine ait atteint l'âge nubile, on commence à l'affranchir peu à peu de la tutelle maternelle; elle n'est point encore entièrement sortie de l'enfance que déjà elle pense par elle-même, parle librement, et agit seule; devant elle est exposé sans cesse le grand tableau du monde; loin de chercher à lui en dérober la vue, on le découvre chaque jour de plus en plus à ses regards, et on lui apprend à le considérer d'un œil ferme et tranquille. Ainsi, les vices et les péchés de la société présente ne tardent pas à lui être révélés; elle les voit clairement, les juge sans illusion et les affronte sans crainte; car elle est pleine de confiance dans ses forces, et sa confiance semble partagée par tous ceux qui l'environnent.

Il ne faut donc presque jamais s'attendre à rencontrer chez la jeune fille d'Amérique cette candeur virginale au milieu des naissances desirs, non plus que ces grâces naïves et ingénues qui accompagnent d'ordinaire chez l'Européenne le passage de l'enfance à la jeunesse. Il est rare que l'Américaine, quel que soit son âge, montre une timidité et une ignorance puériles. Comme la jeune fille de l'Europe, elle veut plaire; mais elle sait précisément à quel prix. Si elle ne se livre pas au mal, du moins elle le connaît; elle a des mœurs pures plutôt qu'un esprit chaste.

J'ai souvent été surpris et presque effrayé en voyant la dextérité singulière et l'heureuse audace avec lesquelles nos jeunes filles d'Amérique savent conduire leurs pensées et leurs paroles au milieu des écueils d'une conversation enjouée; un philosophe aurait bronché cent fois sur le étroit chemin qu'elles parcourent sans accidents et sans peine.

En France, où nous méions encore d'une si étrange manière, dans nos opinions et dans nos goûts, des débris de tous les âges, il nous arrive souvent de donner aux femmes une éducation timide, retirée et presque claustrale, comme au temps de l'aristocratie, et nous les abandonnons ensuite tout-à-coup, sans guide et sans secours, au milieu des désordres inséparables d'une société démocratique.

Les Américains sont mieux d'accord avec eux-mêmes.

Ils ont vu que, au sein d'une démocratie, l'indépendance individuelle ne pouvait manquer d'être très-grande, la jeunesse hâive, les goûts mal contenus, la coutume changeante, l'opinion publique souvent incertaine ou impuissante, l'autorité paternelle faible et le pouvoir marital est éteint.

Dans cet état de choses, il est jugé qu'il y avait peu de chances de pouvoir comprimer chez la femme les passions les plus tyranniques du cœur humain, et qu'il était plus sûr de lui enseigner l'art de les combattre elle-même. Comme il ne pouvait empêcher que sa vertu ne fût souvent en péril, ils ont voulu qu'elle sût la défendre et ils ont plus compté sur le libre effort de sa volonté que sur des barrières ébranlées ou détruites.

Je sais qu'une pareille éducation n'est pas sans danger; je n'ignore pas non plus qu'elle tend à développer le jugement au détriment de l'imagination et à faire des femmes honnêtes et froides plutôt que des épouses tendres et aimables compagnes de l'homme. Si la société est en fait plus tranquille et mieux réglée, la vie privée est à ce point moins de charmes. Mais ce sont là des vices secondaires, qu'un intérêt plus grand doit faire braver. Parvenu au point où nous sommes, il ne nous est plus permis de faire un choix, il faut une éducation démocratique pour garantir la femme des périls dont les institutions et les mœurs de la démocratie l'environnent.

En Amérique l'indépendance de la femme vient se perdre sans retour au milieu des liens du mariage. Si la jeune fille y est moins contrainte que partout ailleurs, l'épouse s'y soumet à des obligations plus étroites. L'une fait de la maison paternelle un lieu de liberté et de plaisir, l'autre vit dans la demeure de son mari comme dans un cloître.

Ces deux états si différents ne sont peut-être pas si contraires qu'on le suppose, et il est naturel que les Américains passent par l'un pour arriver à l'autre.

Les Américains forment tout à la fois une nation puritaine et un peuple commerçant; leurs croyances religieuses aussi bien que leurs habitudes industrielles les portent donc à exiger de la femme une abnégation d'elle-même et un sacrifice continu de ses plaisirs à ses affaires, qu'il est rare de lui demander en Europe. Ainsi il règne aux Etats-Unis une opinion publique inexorable, qui renferme avec soin la femme dans le petit cercle des intérêts et des devoirs domestiques, et qui défend d'en sortir.

A son entrée dans le monde, la jeune Américaine trouve ces notions fermement établies; elle voit les règles qui en découlent; elle ne tarde pas à se convaincre qu'elle ne saurait se soustraire un moment aux usages de ses contemporains, sans mettre aussitôt en péril sa tranquillité, son honneur et jusqu'à son existence sociale, et elle trouve dans la fermeté de sa raison et dans les habitudes viriles que son éducation lui a données, l'énergie de s'y soumettre.

On peut dire que c'est dans l'usage de l'indépendance qu'elle a puisé le courage d'en subir sans lutte et sans murmure le sacrifice, quand le moment est venu de s'imposer.

L'Américaine d'ailleurs ne tombe jamais dans les liens du mariage comme dans un piège tendu à sa simplicité et à son ignorance. On lui a appris d'avance ce qu'on attend d'elle, et c'est d'elle-



ETIENNE PARENT, } PROPRIETAIRES, } Avocat, N. 3, Rue La Porte, Québec.
JEAN BAPTISTE FRÉCHETTE, } Imprimeur, N. 6, Rue Lamontagne, Basse Ville, Québec.

NOS INSTITUTIONS NOTRE LANGUE ET NOS LOIX!

même et librement qu'elle se place sous le joug. Elle supporte courageusement sa condition nouvelle, parce qu'elle l'a choisie.

Comme en Amérique la discipline paternelle est fort lâche, et que le lien conjugal est fort étroit, ce n'est qu'avec circonspection et avec crainte qu'une jeune fille le contracte. On n'y voit guère d'unions précoces. Les Américaines ne se marient donc que quand leur raison est exercée et mûrie; tandis qu'ailleurs la plupart des femmes ne commencent d'ordinaire à exercer et à mûrir leur raison que dans le mariage.

Je suis, du reste, très loin de croire que ce grand changement qui s'opère dans toutes les habitudes des femmes aux Etats-Unis, a usé et qu'elles sont mariées, ne doit être attribué qu'à la contrainte de l'opinion publique. Souvent elles se l'imposent elles-mêmes par le seul effort de leur volonté.

Lorsque le temps est arrivé de choisir un époux cette froide et austère raison que la libre vue du monde a éclairée et affermie, indique à l'Américaine qu'un esprit léger et indépendant dans les liens du mariage, est un sujet de trouble éternel, non de plaisir; que les amusements de la jeune fille ne sauraient devenir les délices de la épouse, et que pour la femme les sources du bonheur sont dans la demeure conjugale. Voyant l'avance et avec clarté le seul chemin qui peut conduire à la félicité domestique, elle y entre dès ses premiers pas, et le suit jusqu'au bout sans chercher à retourner en arrière.

Cette même vigueur de volonté que l'ont vues les jeunes épouses d'Amérique, en se pliant tout à coup et sans se plaindre aux austères devoirs de leur nouvel état, se retrouve du reste dans toutes les grandes épreuves de leur vie.

Il n'y a pas de pays au monde où les fortunes particulières soient plus instables qu'aux Etats-Unis. Il n'est pas rare que, dans le cours de son existence, le même homme monte et redescende tous les degrés qui conduisent de l'opulence à la pauvreté.

Les femmes d'Amérique supportent ces révolutions avec une tranquillité et un intoltable courage. On dirait que leurs desirs se resserrent avec leur fortune aussi aisément qu'ils s'étendent.

La plupart des aventuriers qui vont peupler chaque année les solitudes de l'ouest, appartiennent, ainsi que je l'ai dit dans mon premier ouvrage, à l'ancienne race anglo-américaine du nord. Plusieurs de ces hommes qui courent avec tant d'audace vers la richesse jouissent déjà de l'aisance dans leur pays. Ils mènent avec eux leurs compagnons et font partager à celles-ci les périls et les misères sans nombre qui signalent toujours le commencement de pareilles entreprises. J'ai souvent rencontré jusque sur les limites du désert de jeunes femmes qui, après avoir été élevées au milieu de toutes les délicatesses des grandes villes de la Nouvelle Angleterre, étaient passées presque sans transition de la riche demeure de leurs parents dans une hutte mal fermée au sein d'un bois. La fièvre, la solitude, l'ennui, n'avaient point bîs les ressorts de leur courage. Leurs traits semblaient altérés et flétris, mais leurs regards étaient fermes. Elles paraissaient tout à la fois tristes et résolues.

Je ne doute point que ces jeunes Américaines n'aient emporté, dans leur éducation première, cette force intérieure dont elles faisaient alors usage. C'est donc encore la jeune fille qui, aux Etats-Unis, se retrouve sous les traits de l'épouse; et le rôle a changé, les habitudes diffèrent, l'esprit est le même.

M. ALEXIS DE TOQUEVILLE

ANNONCES NOUVELLES.

Avis aux créanciers débiteurs de feu L. Beaur, Ec. Bureau de l'Assurance du Canada. Recherches Philologiques de M. Buick, Lecture sur la Température.

ENCANS.

Fourrures, &c. — D. Bernard, Montréal. Poisson et huile. — Thos. Hamilton.

QUEBEC :

MERCREDI, 26 AOUT, 1840.

ENCORE DE LA JUSTICE THOMSONIENNE.—Un Correspondant du Mercury, qui écrit sous la signature de MERLIN (il voulait écrire MANDRIN sans doute), en faisant un tableau de la représentation, telle qu'il suppose qu'elle sortira de l'urne électorale, trouve qu'il y aura dans le Bas-Canada 24 Membres Français, 13 Anglais, et 5 douteux. Il est vrai que pour en arriver à ce résultat il compte 2 Membres Anglais pour chacune des cités de Québec et de Montréal, dans la supposition où les faubourgs de ces deux cités seraient annexés aux comtés, et « cela doit être en justice », dit-il. Nous serions extrêmement flattés de savoir comment « en justice cela doit être. » Lorsqu'on a représenté à Lord John Russell l'injustice qu'il y avait à ne donner au Bas-Canada que le même nombre de représentants qu'au Haut-Canada, il a

répondu que l'immigration aurait bientôt rétabli la balance entre les deux provinces. C'est la raison de Cartouche, il est vrai, mais c'est une raison toujours. Nous serions flattés de savoir quelle raison l'on pourrait donner pour le démembrement électoral de Québec et de Montréal, autre que celle de favoriser une section de la population au détriment de l'autre, en conformité de la « justice égale, » proclamée par M. Thomson comme sa devise, à son arrivée dans le pays, et dont ses actes depuis lors ont donné un commentaire très intelligible.

Nous n'avons pas besoin de rappeler que le Gouverneur Général est autorisé par l'Acte d'Union à faire le démembrement dont il est question, et l'écrit du Correspondant du Mercury n'est probablement que l'avant-coureur de la proclamation de M. Thomson, annonçant que les Faubourgs de Québec et de Montréal sont annexés aux comtés du même nom respectivement, afin que la population anglaise du Bas-Canada puisse avoir treize membres dans le Parlement Uni. Il serait moins odieux de défranchiser nettement la population Canadienne Française, que de la neutraliser de cette façon: il y aurait-là de la franchise au moins. « Ce n'est pas dans l'Amérique du Nord, » a dit d'abord Lord Durham, puis dernièrement Lord Ellenborough, « qu'on peut imposer aux hommes par un faux semblant de gouvernement représentatif, ou leur faire accroire qu'ils ne sont qu'en minorité de « votes, lorsqu'ils sont de fait définitifs; » — a quoi l'on peut ajouter, et que la « justice égale » de M. Thomson soit la justice telle qu'on l'entend partout.

Nous terminerons en remarquant que nous désavouons, pour notre part, toute intention d'exciter les préjugés nationaux; mais on ne pourra, ce nous semble, nous reprocher d'avoir relevé l'étrange notion de « justice, » que le Correspondant du Mercury vient de jeter sur la scène publique. On peut bien adresser à cet écrivain le reproche de chercher à exciter les préjugés nationaux, comme on pourra l'adresser au Gouverneur Général s'il commet l'injustice qu'on lui demande.

KINGSTON DE CAPITALISE.—Nous avions, à ce qu'il paraît, deviné juste, lorsque nous avons dit que le rapport du choix de Kingston pour en faire la capitale du Canada, n'avait été envoyé à cette ville, quelques jours avant le passage du Gouverneur Général, qui pour aiguillonner la « loyauté » des bonnes gens de Kingston, et leur faire donner à Son Excellence un accueil brillant et bruyant, ce qui est à peu près la même chose. En effet les Kingstoniens ont bien fait tout ce qu'ils pouvaient pour raffermir la détermination supposée de M. Thomson, mais en vain, car lorsque ce personnage a eu tiré d'eux toutes les louanges et démonstrations qu'il attendait, il a prononcé ce mot foudroyant: « Kingston est trop près de la frontière! » Pour les consoler cependant, il leur aurait promis le quartier général militaire et la résidence du député-gouverneur qui paraît que la division qui a éclaté parmi les gens de Toronto au sujet de la réception à faire à Son Excellence, lui a fait remettre sa visite à Toronto, et que de Kingston elle doit se rendre à Hamilton, pour donner le temps sans doute aux émissaires ou faiseurs de nouvelles de M. Thomson de réunir les esprits à Toronto. Attendons-nous donc à apprendre, qu'après longue et mûre considération Toronto a été à la fin définitivement choisi pour être le siège du gouvernement, à la suite de laquelle nouvelle le gouverneur général fera une entrée triomphale dans sa nouvelle capitale.

Voici ce qu'on lit dans la British Whig à l'occasion de la visite de Son Excellence à Kingston:— « Dans le cours de l'après-midi (du 20), Son Excellence, accompagnée du major Boreau et de M. Marks, se rendit à la pointe Henry, examina le fort, et, à son retour, reçut à dîner un parti nombreux, parmi lequel, nous regrettons de le dire, il y avait plus d'un monsieur qui, lorsque Son Excellence fut si grossièrement insultée au dîner des Hauts de Queenston par le juge en chef Robinson, se tint assis et ne dit rien, pour ne pas donner à leur conduite une couleur plus défavorable. Nous apprenons qu'à table Son Excellence a déclaré que Kingston était trop près de la frontière pour devenir le siège du gouvernement! Cela décide la question. »

« La ville, dit ailleurs le même journal, a été tenue pendant la semaine passée dans un état d'excitation ridicule par le renouvellement du bruit, accueilli avec un redoublement de crédulité, que Kingston était désignée d'une manière définitive pour être le siège du gouvernement des provinces unies. »

RAPPEL DE L'UNION.—C'est bien tout de bon, que M. O'Connell s'est mis à travailler au rappel de l'union, après avoir attendu en vain justice du parlement du Royaume uni. Les derniers journaux d'Irlande sont remplis de rapports d'assemblées pour le rappel de l'union. Aux dernières nouvelles O'Connell travaillait à Dublin, chef lieu de l'association du rappel. Dans une assemblée tenue le 31 juillet, on reçut avec de grandes démonstrations de

joie, avec acclamation, le lord French, qui est le premier noble Irlandais qui ait joint l'association. M. O'Connell félicita en cette occasion l'assemblée du progrès rapide que faisait Pagitation du rappel. En effet cette agitation inquiétait tellement l'administration Irlandaise qu'un journal ministériel de Dublin, le Monitor, avait annoncé la résignation de lord Erington, comme imminente. Le lord lieutenant craignait que cette agitation ne mit en danger la tranquillité de l'Irlande, et n'ayant pas lieu de compter sur l'appui ferme des ministres dans les mesures à adopter pour faire cesser cette agitation, il aurait pensé à résigner. Un autre journal de Dublin cependant, le Morning Register, contredit ces bruits. Ce qui pouvait ajouter aux appréhensions, c'est que la détresse était extrême dans plusieurs parties de l'Irlande; cependant, chose remarquable, les tribunaux n'avaient jamais eu à s'occuper de moins d'offenses contre la propriété et la paix publique. Cela prouve une amélioration évidente dans la moralité du peuple Irlandais, ce qui est dû sans aucun doute aux bons sentiments dont le libérateur a su animer ses compatriotes, en leur faisant comprendre que leur salut gisait dans le respect qu'ils portaient à l'ordre légal, tout en combinant leurs efforts pour obtenir justice. Puissent tous les peuples opprimés se persuader que leur cause perdra toujours par la violence et les excès. Il est dans l'état des sociétés modernes une résistance morale, qui est la meilleure arme pour eux. Malheur à eux s'ils perdent patience, car ils donneront à leurs maîtres un prétexte à de nouvelles rigueurs, qui retarderont l'époque de leur émancipation. Hélas! qui le sait mieux que le peuple du Bas-Canada? Pendant un demi-siècle on l'a mal gouverné; une partie a en quelques moments d'erreur, et voilà qu'on le réduit à l'ultraisme politique. Il faut que les peuples situés comme nous aient toujours deux fois raisons, et n'ait jamais tort un seul instant.

Voici quelques extraits qui jetteront quelques lumières sur les vues et les espérances de M. O'Connell

On écrit de Dublin, en date du 17 juillet: « Aujourd'hui, les membres de l'association pour le rappel de l'union, se sont réunis dans la grande salle de Corn-Exchange. M. Robert McClelland a été appelé à présider l'assemblée; M. O'Connell a ouvert la séance par le discours suivant:—

« Vous reconnaissez tous que nous n'avons aucune chance d'obtenir justice de l'Angleterre. Comment pourriez-vous donc espérer obtenir le rappel de l'union? je puis hardiment compter sur l'appui de la nation entière. Sa raison et son bon sens se secondent dans l'exécution des détails, mais son enthousiasme, sa fierté, un profond sentiment de l'injustice soufferte et la conviction intime que la prospérité de l'Irlande dépend d'une législation nationale, tout cela est pour moi, quand je travaille pour le rappel de l'union. Les manifestations de l'esprit national seront trop puissantes pour ne pas briser les entraves qu'on prétend nous opposer. Nous renverserons toutes les résistances, et nous entrerons sains et saufs dans le port du rappel de l'union et du rétablissement du parlement irlandais. Je sais que nos ennemis veulent se servir de l'association d'Ulster, comme d'un instrument pour paralyser mes efforts tendant au rappel de l'union. Il faut que nous soyons fixés sur ce point. Il importe que nous sachions si les membres de l'association d'Ulster sont disposés à faire quelque chose pour nous, ou s'ils entendent se renfermer dans un système d'inertie. J'aime à croire qu'ils se joindront à moi pour faire quelque manifestation politique. Votre comité a rédigé à cet effet une adresse destinée aux secrétaires de l'association. On va vous donner lecture de l'adresse.—(Il est ensuite lecture de l'adresse.) M. O'Connell: avant d'aller plus loin, je prie l'assemblée de voter l'adresse. L'adresse est votée à l'unanimité.

M. O'CONNELL. L'administration actuelle n'a jamais fait aucun bien à l'Irlande. Non seulement elle n'a pu nous faire obtenir l'élection des corporations municipales, à l'instar du peuple anglais, mais elle ne nous permet pas de conserver le peu de liberté que nous avons. Quoi qu'il en soit, c'est par des moyens pacifiques et légaux que nous devons arriver au but de nos efforts. L'assemblée s'est ajournée à jeudi.

Le 21 juillet, il y eut à Dublin une nouvelle assemblée pour le rappel de l'union. M. O'Connell y prononça le discours suivant:—

« Je suis convaincu qu'il y a en Angleterre et en Ecosse une foule de personnes qui s'imaginent que mes efforts pour obtenir le rappel de l'union sont déterminés par la mauvaise foi. Elles croient sans aucun doute que l'union entre les deux pays a été librement consentie et que par conséquent il y a un contrat; d'où il suivrait qu'aucune des parties ne peut s'affranchir de ses engagements sans le concours de l'autre. Eh! bien, cette idée est fautive, et il importe de la combattre, car, si elle était vraie, elle pourrait flétrir notre caractère. Non, l'union n'a pas été un acte spontané de la part de l'Irlande; elle a été au contraire l'œuvre de la violence. J'ai déclaré ma résolution de consacrer ma vie entière au rappel de l'union, et les ennemis nombreux qui surgissent

de tous côtés contre moi ne m'empêcheront pas de réaliser mon projet. »

UN EXEMPLE POUR NOTRE POLICE.—Dernièrement, à Worcester, un M. Sherwin, entre dix et onze heures du soir, étant allé entrer sa voiture dans sa remise, avait laissé sa dame dans la rue, où celle-ci n'était que depuis quelques instants, lorsqu'elle fut accostée par un homme de police et entraînée à la station de police, où on l'enferma dans une cellule noire et humide. L'homme de police voulut s'excuser sur l'ordre exprès des magistrats d'arrêter et enfermer toute femme trouvée dans les rues après dix heures; mais on le renvoya, apprenant par là à ses compagnons, qu'ils doivent savoir mettre de la discrétion dans l'exécution de leurs devoirs. En cette ville les hommes de police qui se rendent coupables de pareils actes, sont sûrs de la protection de leurs chefs. Aussi la police est-elle tombée dans un discrédit, dont on aura de la peine à jamais la relever.

LES ELECTIONS.—Le British Whig de Kingston, qui paraît être dévoué à M. Thomson, dit « avoir lieu de croire que les élections générales n'auront pas lieu avant le printemps, si elles ont même lieu alors. Les candidats, ajoute-t-il n'ont donc pas besoin de tant se presser. »

À d'autres, dénieu de mer! Une pareille annonce venant d'une pareille source doit avoir un effet tout contraire à celui qu'elle est destinée à produire, et l'on doit en conclure que les élections auront lieu prochainement. Quelle belle affaire, si les amis de M. Thomson pouvaient réussir à endormir les électeurs, jusqu'à ce qu'un bon jour, après que les candidats Thomsoniens auraient eu bien organisé leurs forces, la proclamation de l'acte d'Union et celle pour de nouvelles élections, nous tomberaient à l'improvise sur la tête. « Les élections n'auront pas lieu avant le printemps, si elles ont lieu même alors; » dans ce cas comment se fait-il que dans le Bas-Canada, il soit déjà entré en scène trois candidats de l'administration, M. Day dans le comté de l'Outaouais, M. McCord dans celui des Deux Montagnes, et M. Simpson, dans celui de Vaudeuil? Ne nous laissons pas endormir; chat échaudé doit craindre l'eau... bouillante.

Singulier Qui-proquo.—L'attorney Freeman, de Limerick s'est trouvé récemment dans une position aussi peu plaisante pour lui, qu'elle a été égayante pour son auditoire. Il avait été chargé de paraître pour une partie dans une cause, cour tenante; mais par une méprise singulière, il crut qu'il avait été engagé pour l'autre partie, et se mit par conséquent à plaider dans ce sens, entassant autorité sur autorité, et le juge convaincu par sa savante plaidoirie allait ordonner en conséquence, lorsque l'avocat adverse se leva et remercia son confrère du bon office que celui-ci venait de rendre à son client. M. Freeman, sans se déconcerter, entreprit, au milieu des éclats de rire de l'auditoire et du juge, de réparer sa bévue, et il cita nombre d'autorités à l'appui de sa nouvelle position, mais il ne put détruire l'effet de son premier discours, et il perdit la cause qu'il avait gagnée.

CURIOSITÉ NATURELLE.—Un Monsieur I. Balhem, résident près de Kidderminster, a présenté dernièrement au Prince Albert, une ruche de cristal remplie du miel le plus pur, travail de ses propres abeilles. On parle avec admiration de cette curiosité naturelle.

LECTURES SUR L'EGYPTE ET LA PALESTINE.

Nous avons le plaisir d'annoncer que M. BUCKINGHAM, dans les lectures sur l'Orient lui ont mérité les témoignages d'approbation les plus flatteurs, poussés souvent jusqu'à l'enthousiasme, dans les principales villes d'Angleterre et d'Ecosse, et plus récemment des Etats-Unis et du Haut-Canada, et qui est maintenant à Montréal, est sur le point de descendre à Québec pour donner aussi à ses habitants l'avantage de l'entendre discuter sur l'Egypte et la Palestine, ces deux pays à prodiges en tout genre. En attendant que nos lecteurs puissent aller entendre M. Buckingham, et pour leur donner un avant-gout de plaisir dont ils jouiront, nous allons leur présenter un extrait d'un des journaux les plus accrédités de Toronto:—

Du Christian Guardian, 12 Août. M. Buckingham nous présente des incidents de voyage, nouveaux, variés, amusants; des descriptions de scènes orientales,—graphiques, belles sublimes; des allusions bibliques,—appropriées, délicates, pieuses; de l'éloquence,—intellectuelle, chaste, captivante. Pendant qu'il est devant ses auditeurs, sans prétensions, déployant ses richesses intellectuelles, et qu'avec une simplicité presque enfantine il décrit à ses auditeurs, on croit les voir soi-même aussi; et on ne reconvient son illusion que lorsqu'il a fini.

« Nous doutons que Toronto, ou le Canada, aient jamais eu l'avantage d'entendre de lectures aussi attrayantes, ou un lecteur si populaire. Les cours augmentent en intérêt chaque soir, comme l'a prouvé la présence de deux cents personnes de plus peut-être aux deux dernières lectures, dans l'église Wesleyenne, qu'à la première dans le City Hall; et ce n'a pu être pour M. Buckingham, comme à nous, qu'un sujet de vive satisfaction, de voir parmi ses auditeurs, chaque soir, son excellence le lieutenant-gouverneur, et sa famille, les juges de notre colonie, et les ministres de toute dénomination, avec nombre d'autres personnes intelligentes et respectables. »

MEXIQUE.—Les dernières nouvelles, du Mexique sont importantes. Les Fédéralistes sous la conduite d'Urrea qui s'était échappé de prison, s'étaient soulevés à Mexico, et avaient réussi à s'emparer de la ville et de la personne du Président, Bustamante. Le parti du gouvernement s'était rallié cependant, avait attaqué les Fédéralistes et remis le Président à liberté, et aux dernières nouvelles les Insurgés étaient serres de près sur tous les points; il n'y avait même pas d'espoir, qu'ils pussent tenir longtemps. C'est encore un massacre pour les fastes déjà tant ensanglantés de ce pauvre Mexique, car on avait

